

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/M/50

29 juillet 2004

(04-3273)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ORDINAIRE TENUE LE 29 AVRIL 2004

Présidente: Mme Olga Lozano (Colombie)

1. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité") a tenu une réunion ordinaire le 29 avril 2004.
2. Le projet d'ordre du jour de la réunion avait été distribué sous la cote WTO/AIR/2300. Le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après¹:
 - A. JORDANIE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION
(G/ADP/N/1/JOR/2-G/SCM/N/1/JOR/2) 2
 - B. AFRIQUE DU SUD – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION
(G/ADP/N/1/ZAF/2-G/SCM/N/1/ZAF/2) 3
 - C. CHINE – EXAMEN D'UNE NOTIFICATION DE LÉGISLATION DÉJÀ EXAMINÉE
(G/ADP/N/1/CHN/2/SUPPL.2)..... 3
 - D. MEXIQUE – EXAMEN D'UNE NOTIFICATION DE LÉGISLATION DÉJÀ EXAMINÉE
(G/ADP/N/1/MEX/1/SUPPL.2-G/SCM/N/1/MEX/1/SUPPL.1-
G/SG/N/1/MEX/1/SUPPL.1)..... 3
 - E. PÉROU – EXAMEN D'UNE NOTIFICATION DE LÉGISLATION DÉJÀ EXAMINÉE
(G/ADP/N/1/PER/2-G/SCM/N/1/PER/2)..... 4
 - F. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE DROITS
COMPENSATEURS 4
 - G. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS:
NOTIFICATIONS 5
 - H. NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS..... 5
 1. **Honduras (G/SCM/N/38/HND-G/SCM/N/48/HND-G/SCM/N/60/HND-
G/SCM/N/71/HND-G/SCM/N/95/HND)..... 5**
 2. **Croatie (G/SCM/N/71/HRV/Suppl.1-G/SCM/N/95/HRV) 5**

¹ L'OCDE – en tant qu'observateur *ad hoc* auprès du Comité – avait adressé une communication au Secrétariat de l'OMC demandant à être autorisée à participer à la réunion du Comité afin d'informer les Membres de l'OMC de l'entrée en vigueur, en janvier 2004, d'une révision du document de l'OCDE *Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* (l'"Arrangement"), ainsi que pour donner des renseignements sur les dispositions en matière de transparence. Le Comité a souscrit à la proposition de la Présidente d'inscrire cette question à l'ordre du jour au titre du sous-point "Autres questions" et, pour des raisons pratiques, d'examiner d'abord ce sous-point, et ensuite le point J de l'ordre du jour, après le point E, avant de reprendre l'examen des questions restantes dans l'ordre indiqué dans l'aérogamme. Le compte rendu de la réunion s'en tient à l'ordre indiqué dans l'aérogamme pour l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour.

3.	Hongrie (G/SCM/N/60/HUN & G/SCM/N/71/HUN)	5
4.	Jamaïque (G/SCM/N/71/JAM/Suppl.1-G/SCM/N/95/JAM)	5
5.	Zambie (G/SCM/N/71/ZMB-G/SCM/N/95/ZMB).....	5
I.	GROUPE D'EXPERTS PERMANENT – ÉLECTION D'UN EXPERT	6
J.	RÉVISION DE 2004 DE L'ARRANGEMENT RELATIF À DES LIGNES DIRECTRICES POUR LES CRÉDITS À L'EXPORTATION BÉNÉFICIAIRE D'UN SOUTIEN PUBLIC – POINT DONT L'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR A ÉTÉ DEMANDÉE PAR LE BRÉSIL.....	7
K.	AUTRES QUESTIONS	10
1.	Prorogations au titre de l'article 27.4 de la période de transition concernant les subventions à l'exportation pour les programmes admissibles de certains Membres: rappel des dates limites convenues pour la présentation des modifications et d'un échange de questions et réponses en vue de l'examen par les comités des obligations en matière de statu quo et de transparence figurant dans les décisions adaptées dans les documents G/SCM/50-102 et 50/Add.1-94/Add.1 au sujet de la procédure au titre de l'article 27.4 – Déclaration de la Présidente	10
2.	Révision de 2004 de l'Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public" – Déclaration du secrétariat de l'OCDE	10
3.	Programme de développement de l'industrie automobile de l'Afrique du Sud – Déclaration de l'Australie.....	15
L.	DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE	17
M.	ÉLECTION DU BUREAU	17

A. JORDANIE – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/JOR/2-G/SCM/N/1/JOR/2)

3. La Présidente a rappelé que les points A et B de l'ordre du jour traitaient de l'examen des nouvelles notifications de lois et/ou de règlements en matière de droits compensateurs, conformément aux procédures adoptées par le Comité à sa session extraordinaire d'avril 1996 (document G/SCM/W/293). Comme il était indiqué dans l'aérogamme, en raison du volume de la documentation à l'examen, les délégations avaient été invitées à apporter leur propre exemplaire des notifications.

4. La Présidente a noté que certaines notifications de législation inscrites à l'ordre du jour du Comité étaient publiées sous une double cote et portaient tout à la fois sur les mesures antidumping et sur les mesures compensatoires. Pour cette raison, ces notifications avaient également été inscrites à l'ordre du jour de la réunion de printemps 2004 du Comité des pratiques antidumping. Certains aspects de ces notifications avaient déjà été examinés à cette réunion. Elle a rappelé que les questions relatives aux nouvelles notifications de législation auraient dû être communiquées au Membre concerné et au Secrétariat au plus tard trois semaines avant la réunion en cours, c'est-à-dire avant le 8 avril 2004. Comme prévu dans les procédures convenues, les Membres qui avaient reçu des questions écrites dans les délais devaient y répondre oralement durant la réunion en cours. Ils devaient en outre communiquer ultérieurement une version écrite de leurs réponses à toutes les questions écrites reçues. Les Membres pouvaient poser des questions complémentaires pendant la réunion en cours. Si un Membre posait une question complémentaire et souhaitait obtenir une réponse écrite, cette réponse devait être communiquée au plus tard le 10 mai 2004. Les réponses écrites à toutes les questions écrites devaient être communiquées au Secrétariat au plus tard le 12 juillet 2004.

5. Le Comité a procédé à l'examen de la nouvelle notification présentée par la Jordanie, dont le texte figurait dans le document G/ADP/N/1/JOR/2-G/SCM/N/1/JOR/2. Cette notification avait également été examinée par le Comité des pratiques antidumping.² Il n'y avait pas d'autres questions ou observations concernant cette notification.

6. Le Comité a pris note de la déclaration.

B. AFRIQUE DU SUD – EXAMEN D'UNE NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION (G/ADP/N/1/ZAF/2-G/SCM/N/1/ZAF/2)

7. La nouvelle notification de l'Afrique du Sud figurait dans le document G/ADP/N/1/ZAF/2-G/SCM/N/1/ZAF/2. Cette notification avait également été examinée par le Comité des pratiques antidumping.³ Il n'y avait pas d'autres questions ou observations au sujet de cette notification.

8. La Présidente a informé le Comité qu'il n'était pas possible pour l'heure de communiquer une liste globale, mais qu'elle pouvait néanmoins indiquer que les nouvelles notifications de législation de l'Argentine, du Canada et du Japon – reproduites dans les documents G/ADP/N/1/ARG/1/Suppl.7-G/SCM/N/1/ARG/1/Suppl.7, G/ADP/N/1/CAN/4-G/SCM/N/1/CAN/4 et G/ADP/N/1/JPN/2/Suppl.4-G/SCM/N/1/JPN/2/Suppl.4 et Suppl.4/Corr.1, respectivement – devaient être inscrites à l'ordre du jour pour examen à la réunion du Comité d'automne 2004.

9. Le Comité a pris note de la déclaration.

C. CHINE – EXAMEN D'UNE NOTIFICATION DE LÉGISLATION DÉJÀ EXAMINÉE (G/ADP/N/1/CHN/2/SUPPL.2)

10. La notification de législation de la Chine qui avait déjà été examinée était reproduite sous la cote G/ADP/N/1/CHN/2/Suppl.2. L'Argentine avait posé des questions dans le document G/ADP/Q1/CHN/38-G/SCM/Q1/CHN/38. La Chine avait répondu aux questions de l'Argentine dans le document G/ADP/Q1/CHN/39-G/SCM/Q1/CHN/39. Ces questions et les réponses qui y avaient été données avaient été examinées au cours de la réunion de printemps de 2004 du Comité des pratiques antidumping.⁴

11. Le Comité a pris note de la déclaration.

D. MEXIQUE – EXAMEN D'UNE NOTIFICATION DE LÉGISLATION DÉJÀ EXAMINÉE (G/ADP/N/1/MEX/1/SUPPL.2-G/SCM/N/1/MEX/1/SUPPL.1-G/SG/N/1/MEX/1/SUPPL.1)

12. La notification de législation du Mexique déjà examinée était reproduite dans les documents G/ADP/N/1/MEX/1/Suppl.2-G/SCM/N/1/MEX/1/Suppl.1-G/SG/N/1/MEX/1/Suppl.1. L'Argentine et les États-Unis avaient posé des questions dans les documents G/ADP/Q1/MEX/6-G/SCM/Q1/MEX/6

² Voir les questions des Communautés européennes et des États-Unis et les réponses à ces questions figurant dans les documents G/ADP/Q1/JOR/1 à 3-G/SCM/Q1/JOR/1 à 3.

³ Voir les questions des Communautés européennes et des États-Unis et les réponses à ces questions figurant dans les documents G/ADP/Q1/ZAF/2 à 5-G/SCM/Q1/ZAF/2 à 5. Les États-Unis ont posé des questions complémentaires écrites dans le document G/ADP/Q1/ZAF/6-G/SCM/Q1/ZAF/6. **Aucune réponse écrite à ces questions complémentaires n'a encore été reçue.**

⁴ Les États-Unis ont posé des questions complémentaires écrites dans le document G/ADP/N/1/CHN/44-G/SCM/N/1/CHN/44. **Aucune réponse écrite n'a encore été reçue.**

et G/ADP/Q1/MEX/7–G/SCM/Q1/MEX/7 et G/SCM/Q1/MEX/7/Corr.1.⁵ Ce Membre avait répondu aux questions de l'Argentine dans le document G/ADP/Q1/MEX/11–G/SCM/Q1/MEX/11 et à celles des États-Unis dans le document G/ADP/Q1/MEX/9–G/SCM/Q1/MEX/9. Ces questions et les réponses qui leur avaient été données avaient été examinées au cours de la réunion de printemps de 2004 du Comité des pratiques antidumping.⁶

13. Le Comité a pris note de la déclaration.

E. PÉROU – EXAMEN D'UNE NOTIFICATION DE LÉGISLATION DÉJÀ EXAMINÉE (G/ADP/N/1/PER/2-G/SCM/N/1/PER/2)

14. La notification du Pérou déjà examinée était reproduite dans le document G/ADP/N/1/PER/2-G/SCM/N/1/PER/2. Les États-Unis avaient posé des questions écrites et des questions complémentaires reproduites dans les documents G/ADP/Q1/PER/26–G/SCM/Q1/PER/26 et G/ADP/Q1/PER/28-G/SCM/Q1/PER/28, respectivement. Le Pérou a répondu à ces questions dans les documents G/ADP/Q1/PER/27–G/SCM/Q1/PER/27 et G/ADP/Q1/PER/29-G/SCM/Q1/PER/29, respectivement.

15. La Présidente a indiqué que, conformément aux procédures arrêtées par le Comité pour l'examen des notifications de législation, pour qu'une notification ayant déjà été examinée puisse être inscrite à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du Comité en octobre 2004, les questions portant sur ces notifications devaient être soumises au Secrétariat et au Membre concerné au plus tard le 16 septembre 2004. Comme à l'accoutumée, le Secrétariat établirait une liste récapitulative des délais à respecter pour ce Comité et ses organes subsidiaires, ainsi que pour le Comité des pratiques antidumping et le Comité des sauvegardes.⁷ La Présidente a indiqué qu'elle demeurait préoccupée par le fait que certains Membres ne soumettaient aucune notification sur la législation ou la réglementation régissant les mesures compensatoires. Pour bon nombre de Membres – si ce n'était pour la totalité d'entre eux – il suffirait pourtant d'une seule notification "zéro", indiquant l'absence de législation ou de réglementation en vigueur. Il semblait donc s'agir de quelque chose de fort simple. Quant aux Membres qui effectuaient des enquêtes en matière de droits compensateurs mais qui n'avaient pas encore procédé à la notification de leur législation, il était manifestement important, pour tous les Membres, que cette notification soit faite, dans l'intérêt d'une plus grande transparence et d'une meilleure compréhension. La Présidente encourageait les Membres qui n'avaient pas encore soumis de notification à le faire à bref délai.

16. Le Comité a pris note de la déclaration.

F. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS

17. La Présidente a déclaré qu'une demande de soumission des rapports semestriels pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2003 avait été distribuée aux Membres dans le document G/SCM/N/106, daté du 5 janvier 2004. Comme c'était malheureusement presque toujours le cas, un certain nombre de rapports semestriels avaient été reçus avec retard. Il a été rappelé aux Membres que les rapports semestriels étaient *toujours* dus à la fin août pour la période allant de janvier à juin de l'année en cours et à la fin du mois de février pour la période allant de juillet à décembre de l'année précédente. Elle a une fois de plus instamment prié les Membres de prendre toutes les mesures

⁵ En anglais seulement.

⁶ Les États-Unis ont posé des questions complémentaires écrites dans le document G/ADP/N/1/MEX/12-G/SCM/N/1/MEX/12. **Aucune réponse écrite n'a encore été reçue.**

⁷ Distribuée sous la cote G/ADP/W/438-G/SCM/W/529-G/SG/W/197.

voulues pour soumettre ces notifications en temps opportun. Tout particulièrement pour les Membres qui n'avaient pris aucune mesure, il s'agissait d'une simple formalité. Il suffisait en effet d'envoyer une lettre d'une phrase indiquant qu'aucune mesure n'avait été prise.

18. Les Membres qui avaient soumis un rapport semestriel faisant état des mesures compensatoires étaient énumérés au paragraphe 1 du document G/SCM/N/106/Add.1. Ces onze Membres étaient les suivants: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Costa Rica, Communautés européennes, États-Unis, Lettonie, Mexique, Nouvelle-Zélande, et Venezuela. Les notifications du Pérou et de l'Afrique du Sud avaient également été reçues et figuraient au nombre des documents communiqués aux Membres bien qu'il s'agisse de notifications "zéro". Dans la mesure du possible, les rapports semestriels avaient été traduits et distribués au Comité, et figuraient parmi les documents de la réunion. En plus des Membres qui avaient soumis un rapport semestriel faisant état des mesures compensatoires, 38 Membres, dont la liste figurait au paragraphe 2 du document G/SCM/N/106/Add.1, avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pris aucune mesure compensatoire au cours de la période à l'examen. L'Albanie et l'Islande avaient elles aussi soumis des notifications "zéro" après la publication de ce document. S'il semblait que les Membres qui prenaient effectivement des mesures respectaient généralement cette obligation, il subsistait un nombre important de Membres qui n'avaient pas répondu à la demande qui leur avait été adressée de remettre des rapports semestriels et qui ne s'étaient donc pas conformés à l'importante règle énoncée à l'article 25.11 de l'*Accord SMC*. La liste de ces Membres figurait au paragraphe 3 du document G/SCM/N/106/Add.1.

19. Les rapports semestriels de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Costa Rica, des Communautés européennes, de la Lettonie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis et du Venezuela n'avaient donné lieu à aucune question ou observation.

20. Le Comité a pris note de la déclaration.

G. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS: NOTIFICATIONS

21. La Présidente a dit que les listes de notifications concernant les décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs reçues par le Comité avaient été distribuées au Comité dans les documents G/SCM/N/105 et 107 à 110. Depuis la réunion précédente du Comité, l'Argentine, les Communautés européennes, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis avaient notifié des décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs. Aucune de ces notifications n'a suscité d'observations ou de questions.

22. Le Comité a pris note de la déclaration.

H. NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

1. **Honduras (G/SCM/N/38/HND-G/SCM/N/48/HND-G/SCM/N/60/HND-G/SCM/N/71/HND-G/SCM/N/95/HND)**
2. **Croatie (G/SCM/N/71/HRV/Suppl.1-G/SCM/N/95/HRV)**
3. **Hongrie (G/SCM/N/60/HUN & G/SCM/N/71/HUN)**
4. **Jamaïque (G/SCM/N/71/JAM/Suppl.1-G/SCM/N/95/JAM)**
5. **Zambie (G/SCM/N/71/ZMB-G/SCM/N/95/ZMB)**

23. En ce qui concerne l'examen des nouvelles notifications complètes inscrites à l'ordre du jour de la réunion, la Présidente a rappelé qu'un peu plus tôt le même jour, le 29 avril 2004, le Comité avait tenu sa deuxième session extraordinaire consacrée à l'examen des nouvelles notifications complètes.⁸ Elle a déclaré que, conformément aux procédures spéciales adoptées par le Comité en mai 2003, une autre session extraordinaire se tiendrait en même temps que sa réunion de l'automne 2004. Elle a rappelé que les notifications de cinq Membres – Honduras, Hongrie, Croatie, Jamaïque et Zambie – étaient inscrites à l'ordre du jour de la réunion. À l'exception de la notification de la Hongrie, il s'agissait tout à la fois des notifications concernant les subventions portant sur des périodes antérieures (1998 à 2001) et de nouvelles notifications complètes pour 2003.

24. Elle a rappelé qu'à la session extraordinaire du Comité tenue le 29 avril 2004, les notifications du Honduras portant sur les périodes antérieures, reproduites dans le document à cote multiple G/SCM/N/38/HND-G/SCM/N/48/HND-G/SCM/N/60/HND-G/SCM/N/71/HND-G/SCM/N/95/HND, avaient déjà été examinées. Il n'y avait pas eu d'observations ou de questions supplémentaires.

25. En ce qui concernait les notifications soumises par la Croatie, la Jamaïque et la Zambie, la Présidente a proposé que l'examen des notifications de ces Membres ait lieu au titre de ce point de l'ordre du jour parce que, en raison du calendrier de soumission et de traduction de la documentation, les nouvelles notifications complètes pour 2003 – reproduites dans les documents G/SCM/N/95/HRV, G/SCM/N/95/JAM et G/SCM/N/95/ZMB, respectivement – soient toutes inscrites à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Comité qui devait avoir lieu à l'automne 2004. Aucune délégation n'ayant demandé à prendre la parole, la Présidente a considéré que cette façon de procéder était acceptable.

26. La notification de la Croatie était reproduite dans le document à double cote G/SCM/N/71/HRV/Suppl.1-G/SCM/N/95/HRV. Les États-Unis avaient soumis des questions dont le texte était reproduit dans le document G/SCM/Q2/HRV/1. Les réponses de la Croatie étaient reproduites dans le document G/SCM/Q2/HRV/2. Il n'y a pas eu d'autres questions ou observations.

27. En ce qui concernait les notifications de la Hongrie, de la Jamaïque et de la Zambie, reproduites dans les documents G/SCM/N/60/HUN et G/SCM/N/71/HUN, G/SCM/N/71/JAM/Suppl.1-G/SCM/N/95/JAM et G/SCM/N/71/ZMB-G/SCM/N/95/ZMB, respectivement, aucune question écrite préalable n'avait été reçue. Ces notifications n'ont appelé aucune question ou observation lors de la réunion.

28. La Présidente a rappelé aux Membres que toutes questions supplémentaires écrites devaient être soumises au Membre concerné ainsi qu'au Secrétariat au plus tard le 7 mai 2004. Les réponses écrites à ces questions supplémentaires posées par écrit devaient être soumises au plus tard le 7 juin 2004.

29. Le Comité a pris note de la déclaration.

I. GROUPE D'EXPERTS PERMANENT – ÉLECTION D'UN EXPERT

30. La Présidente a rappelé que le mandat de M. Marco Bronckers auprès du Groupe d'experts permanent venait à expiration au printemps de 2004. Comme il était indiqué dans le document G/SCM/112, les Membres avaient jusqu'au 12 mars 2004 pour proposer des candidats au poste vacant. Comme indiqué dans une télécopie envoyée aux Membres le 16 mars 2004, les Communautés européennes avaient proposé le nom de M. Asger Petersen dans ce laps de temps. Le curriculum vitae de M. Petersen avait été communiqué aux Membres pour consultation. Elle a rappelé que dans le projet d'ordre du jour annoté, elle avait informé les Membres de son intention de proposer au Comité

⁸ Voir G/SCM/N/49.

d'élire M. Petersen à la réunion sauf si elle recevait des objections avant le 16 avril 2004. Elle n'avait pas reçu d'objections dans le délai considéré.

31. Le Comité est convenu d'élire M. Petersen membre du Groupe d'experts permanent.

J. RÉVISION DE 2004 DE L'ARRANGEMENT RELATIF À DES LIGNES DIRECTRICES POUR LES CRÉDITS À L'EXPORTATION BÉNÉFICIAIRE D'UN SOUTIEN PUBLIC – POINT DONT L'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR A ÉTÉ DEMANDÉE PAR LE BRÉSIL

32. Le représentant du Brésil a déclaré que les modifications apportées à l'*Arrangement* de l'OCDE *relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* ("Arrangement") ne portaient pas uniquement sur les questions de transparence.⁹ Il a relevé que le Brésil examinerait plus avant les dispositions relatives à la transparence et présenterait ses observations à un stade ultérieur. Il a ajouté qu'il ferait état des modifications qui seraient susceptibles d'avoir des effets très préjudiciables sur l'économie des pays en développement et qui auraient par ailleurs des incidences systémiques importantes pour l'OMC. Ces modifications autoriseraient les pays développés à octroyer des subventions qui étaient prohibées en vertu de l'*Accord SMC* et dont l'Organe de règlement des différends de l'OMC avait déjà déterminé qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC.

33. Le représentant du Brésil a rappelé que le lien entre l'*Arrangement* et l'OMC découlait du deuxième paragraphe du point k) de l'Annexe I de l'*Accord SMC* qui revenait, en pratique, à incorporer l'*Arrangement* de l'OCDE ainsi que tous amendements ultérieurs apportés audit *Arrangement* comme étant l'un des accords visés. Dans cette curieuse situation, on créait des règles de droit international sans le consentement des parties concernées. La version précédente de l'*Arrangement* de l'OCDE disposait ce qui suit:

"Les Participants peuvent s'aligner sur les modalités et conditions notifiées (...), ainsi que sur des modalités et conditions de crédit non notifiées et sur celles qui sont offertes par des non-Participants."

"Les Participants s'alignent sur les modalités et conditions de crédit en offrant des conditions conformes aux dispositions de l'*Arrangement*, sauf si l'offre initiale n'est elle-même pas conforme aux dispositions de l'*Arrangement*."

34. L'article 17 de la version 2004 de l'*Arrangement* de l'OCDE, qui énonce les règles applicables aux conditions d'alignement, ne prescrivait pas d'obligation de conformité de l'offre initiale avec l'*Arrangement*. On y soulignait en outre la possibilité de s'aligner sans restrictions sur les conditions offertes par des non-Participants. Le représentant du Brésil considérait donc que sous deux aspects essentiels, le texte de l'*Arrangement* avait été notablement modifié au bénéfice des membres de l'OCDE. Il s'agissait en *premier lieu* de la possibilité de s'aligner sur des offres qui n'étaient pas conformes à l'*Arrangement*. On prévoyait *ensuite* la possibilité de s'aligner non seulement sur les conditions et modalités de crédit mais aussi sur les conditions financières.

35. Le représentant du Brésil a déclaré que le fait qu'il n'était pas fait mention des conditions auxquelles devait satisfaire l'offre initiale pour pouvoir donner lieu à un alignement avait d'importantes conséquences. Il était ainsi possible de s'aligner sur toutes les conditions offertes, tant par les Participants que par les non-Participants à l'*Arrangement*, *même si* ces conditions n'étaient pas conformes à l'*Arrangement*. En conséquence, même les conditions de crédit offertes par les pays en

⁹ Comme il est indiqué plus haut dans l'appel de note 1, lors de la réunion même du Comité, cette intervention du Brésil a succédé à l'intervention du secrétariat de l'OCDE (point K.2 de l'ordre du jour).

développement en vertu de l'article 27.2 de l'*Accord SMC*, qui prévoyait à l'heure actuelle l'octroi d'un traitement spécial et différencié à certains des pays en développement les plus pauvres, eu égard à leurs besoins particuliers, pourraient être consenties aux membres de l'OCDE en vertu de la nouvelle version de l'*Arrangement* de l'OCDE. Aux yeux du Brésil, cela revenait dans la pratique à rouvrir l'Annexe VII de l'*Accord SMC* dans le dessein de permettre d'y intégrer les membres de l'OCDE, qui seraient ainsi habilités à octroyer des crédits à l'exportation subventionnés par ailleurs prohibés par l'article 3.1 a) de l'*Accord SMC*. Cela aurait en outre pour effet de priver l'article 27 de l'*Accord SMC* de toute signification pour les pays en développement. Par exemple, si l'un des pays énumérés à l'Annexe VII de l'*Accord SMC* octroyait un crédit à l'exportation subventionné, les membres de l'OCDE auraient le droit de s'aligner sur cette offre. Une nouvelle division géographique avait été établie dans le cadre de l'*Accord SMC*: d'une part, les pays visés par l'Annexe VII et les membres de l'OCDE; et d'autre part (dans des conditions moins favorables), les pays en développement ne figurant pas à l'Annexe VII.

36. Le représentant du Brésil a relevé que la version de 2004 de l'*Arrangement* faisait état de la possibilité de s'aligner sur les "modalités et conditions financières", tandis que la version précédente permettait uniquement de s'aligner sur les "modalités et conditions de crédit". La nouvelle version de l'*Arrangement* élargissait donc considérablement le champ d'application des conditions générales à remplir en matière d'alignement, une fois de plus au détriment des pays en développement.

37. Le représentant du Brésil a déclaré que les membres de l'OCDE décrétaient unilatéralement des conditions plus favorables pour eux-mêmes que celles qui s'appliquaient à la plupart des pays en développement. Ces mêmes pays qui avaient jugé si difficile de se mettre d'accord sur des dispositions économiquement constructives en matière de traitement spécial et différencié lors du Cycle de Doha venaient de s'octroyer un avantage économique très substantiel aux dépens des pays en développement. Il s'agissait en l'occurrence d'un cas de traitement spécial et différencié inversé, dans la mesure où l'on inversait des règles et principes qui, dans le cadre du système de l'OMC, étaient conçus pour permettre aux pays en développement d'obtenir une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux besoins de leur développement économique. À son sens, cela menaçait fondamentalement la crédibilité du système commercial multilatéral. Il a ajouté que si les Membres de l'OCDE étaient véritablement attachés à un système commercial fondé sur des règles ainsi qu'à la notion selon laquelle le développement était un élément crucial du Cycle de Doha, ils devraient s'efforcer de rectifier cette erreur et s'abstenir à l'avenir d'instaurer à l'OMC par des voies détournées un système de traitement spécial et différencié en faveur des pays développés.

38. La représentante de la Colombie a remercié le Brésil d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour de la réunion. Elle a précisé qu'elle se bornerait dans sa déclaration à exposer l'interprétation de la Colombie au sujet de la question de l'"alignement" s'agissant des opérations de crédit à l'exportation. Elle a déclaré que l'expression "alignement" n'avait pas fait l'objet d'une réglementation au regard de l'*Accord SMC*. La Colombie considérait qu'il s'agissait d'un instrument qui ne pouvait avoir d'effet que dans le contexte de l'OCDE et qu'il ne saurait être en aucune circonstance utilisé pour donner une interprétation du point k) de la Liste exemplative reproduite à l'Annexe I de l'*Accord SMC*. En vertu de ce point, seules les dispositions relatives aux taux d'intérêt pour des crédits officiels à l'exportation étaient applicables. Tout en se félicitant de la notion de transparence, la délégation de la Colombie ne considérait pas qu'on puisse pour autant modifier en aucune manière la portée des dispositions qui s'appliquaient aux Membres de l'OMC en vertu du point k).

39. Le représentant du Chili a demandé à quelle date aurait lieu l'atelier de l'OCDE sur la base de données.

40. Le représentant du secrétariat de l'OCDE a indiqué qu'il n'était pas habilité à participer au débat de fond au sujet des effets de l'*Arrangement* ou quant à la manière dont il convenait de le lire et de l'interpréter. Il a fait savoir qu'il ferait état aux Participants à l'*Arrangement* des vives

préoccupations exprimées par le Brésil. Compte tenu de ces observations, il a ajouté que les nouvelles dispositions devraient peut-être faire l'objet de discussions, d'éclaircissements et d'explications plus poussées que celles auxquelles avaient donné lieu les précédentes dispositions. Il a encouragé les Membres de l'OMC à participer à l'atelier qu'avait l'intention d'organiser l'OCDE de manière à pouvoir connaître les vues des participants quant à leur interprétation des nouvelles dispositions. Il considérait qu'il serait extrêmement regrettable que l'*Arrangement* révisé, dont l'objet même était d'être plus transparent et juridiquement solide, puisse être interprété comme un élargissement de la "marge de manœuvre". Il ne pensait pas que telle était l'intention de ce texte. Il ne voulait pas cependant que son intervention ne tourne au débat juridique ou technique.

41. Les États-Unis ont remercié le Brésil de ses observations importantes sur cette question. Les États-Unis comprenaient la position exprimée par le Brésil, qu'il avait d'ailleurs exprimée à d'autres occasions devant d'autres instances. Les États-Unis ont déclaré que, même si le Comité n'était pas en mesure d'aborder ces préoccupations directement lors de la réunion en cours, les États-Unis étaient prêts pour leur part à poursuivre les discussions avec le Brésil sur cette question importante dans le cadre d'autres instances.

42. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que sa délégation avait écouté attentivement les interventions du Brésil et de la Colombie. Encore que le Comité ait déjà abordé cette question dans le passé, et en dépit du fait qu'un grand nombre des arguments avancés étaient déjà connus, cela ne signifiait pas que les Communautés européennes ne prenaient pas ces arguments au sérieux. Les Communautés européennes n'avaient pas le sentiment que le tableau soit aussi sombre que celui qui avait été dépeint par d'autres Membres. Les Communautés européennes considéraient qu'une transparence accrue vis-à-vis des non-Participants était une mesure positive. Toutefois, faisant écho à ce qu'avait déclaré le représentant des États-Unis, le représentant des Communautés européennes a indiqué que beaucoup restait à faire et que cette initiative ne pourrait constituer qu'une étape en vue de l'objectif par excellence consistant à établir un ensemble uniforme de règles applicables à toutes les catégories de financement des exportations, ayant pour assise le système de l'OCDE, et qui prenne en considération les préoccupations légitimes des pays en développement. Il a déclaré que les Communautés européennes étaient résolues à continuer d'œuvrer à la réalisation de cet objectif dans le cadre du Groupe de négociation sur les règles et dans d'autres enceintes.

43. La représentante de l'Australie a remercié le représentant du secrétariat de l'OCDE de sa participation à la réunion et des explications qu'il avait données au sujet des amendements apportés à l'*Arrangement*. Elle a également remercié le Brésil de sa déclaration. L'Australie avait fait savoir au Groupe de négociation sur les règles qu'elle était disposée à envisager de nouvelles discussions sur les crédits à l'exportation et le financement des exportations. Elle pensait, à l'instar des Communautés européennes, que les amendements apportés à l'*Arrangement* traduisaient un effort véritable de mise à disposition des informations dans ce domaine. Ces efforts ne devraient pas être rejetés à la légère. Un effort réel avait été fait pour accroître la transparence de l'*Arrangement*. L'Australie avait activement participé aux travaux d'autres instances sur ces questions et continuerait d'y participer de façon constructive et active et de concert avec les Membres de l'OMC dans le cadre du Cycle de Doha.

44. Le représentant du Canada a remercié le Brésil de sa déclaration et de ses vues au sujet des incidences des révisions de l'*Arrangement* de l'OCDE. Le Canada estimait, à l'instar des Communautés européennes et de l'Australie, que malgré l'existence de divergences de vues quant aux incidences de l'*Arrangement* révisé, ce texte en améliorerait notablement la clarté, la transparence et l'accessibilité pour les non-Participants de l'OCDE. De même que les États-Unis, le Canada était parfaitement disposé à examiner la question plus avant avec les non-Participants.

45. Le Comité a pris note des déclarations.

K. AUTRES QUESTIONS

1. Prorogations au titre de l'article 27.4 de la période de transition concernant les subventions à l'exportation pour les programmes admissibles de certains Membres: rappel des dates limites convenues pour la présentation des modifications et d'un échange de questions et réponses en vue de l'examen par les comités des obligations en matière de statu quo et de transparence figurant dans les décisions adaptées dans les documents G/SCM/50-102 et 50/Add.1-94/Add.1 au sujet de la procédure au titre de l'article 27.4 – Déclaration de la Présidente

46. La Présidente a rappelé qu'à la réunion ordinaire d'automne de 2003, le Comité était convenu des dates pour l'examen des obligations en matière de statu quo et de transparence figurant dans la décision qu'il avait adoptée à l'automne de 2002 et 2003, en ce qui concerne la prorogation des périodes de transition concernant les programmes de subventions des exportations pour certains Membres (documents G/SCM/50-102 et 50/Add.1-94/Add.1). Les Membres concernés devaient présenter les informations requises au plus tard le 30 juin 2004. Ce délai permettrait un échange de questions et réponses avant la réunion ordinaire du Comité qui devait se tenir à l'automne de 2004. Les questions devaient être présentées par écrit au plus tard le 1^{er} septembre 2004 et les réponses écrites devaient être présentées au plus tard le 5 octobre 2004.

47. Le Comité a pris note de la déclaration.

2. Révision de 2004 de l'"Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public" – Déclaration du secrétariat de l'OCDE

48. La Présidente a rappelé que le secrétariat de l'OCDE avait demandé à participer à la réunion afin de fournir diverses informations concernant la révision de 2004 de l'*Arrangement*.¹⁰ Elle a informé les Membres que l'un des aspects de cette révision portait sur l'approbation d'un mécanisme visant à mettre en œuvre les dispositions en matière de transparence énoncées dans ledit *Arrangement*. Elle a déclaré que le secrétariat de l'OCDE avait adressé au Secrétariat de l'OMC une communication, datée du 27 avril 2004, demandant qu'un renvoi et un lien à la nouvelle base de données de l'OCDE sur les crédits à l'exportation soient établis sur le site Web de l'OMC. Le secrétariat de l'OCDE avait joint en annexe à cette lettre une note informelle pour l'information des Membres de l'OMC. La Présidente a demandé aux Membres s'ils étaient d'accord pour que cette note soit communiquée aux délégations.

49. Le Comité en est ainsi convenu. La note informelle¹¹ a donc été distribuée au Comité.

50. La Présidente a demandé si les Membres étaient d'accord pour donner la parole à un représentant du secrétariat de l'OCDE.

51. Le Comité en est ainsi convenu. La Présidente a donc donné la parole au représentant du secrétariat de l'OCDE.

52. Le représentant du secrétariat de l'OCDE a remercié le Comité de lui avoir permis d'intervenir à la réunion et d'avoir distribué la note informelle de l'OCDE intitulée "Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien officiel: Accès à la base de données de l'OCDE sur les crédits à

¹⁰ Comme il est indiqué plus haut à la note de bas de page 1, lors de la réunion même du Comité, la déclaration du secrétariat de l'OCDE (au titre du point K.2 de l'ordre du jour) a immédiatement précédé l'examen du point j) dont l'inscription avait été demandée par le Brésil.

¹¹ Figurant dans l'annexe du présent compte rendu.

l'exportation".¹² Il a noté que les Participants à l'*Arrangement* avaient pris la décision relative à la nouvelle procédure en matière de transparence peu avant la réunion. Il a ajouté qu'il procéderait tout d'abord à une brève explication de l'*Arrangement*. Il centrerait ensuite son intervention sur la transparence et l'accès aux informations.

53. Il a déclaré que l'*Arrangement* – dont la première version avait été rédigée en 1978 puis révisée à plusieurs reprises – avait de nouveau été réexaminé, révisé et amélioré en 2003. Le nouveau texte de l'*Arrangement* pouvait être consulté sur le site Web de l'OCDE sous la rubrique "commerce et crédits à l'exportation". L'objet de la révision de 2004 n'était pas tant d'ajouter de nouvelles disciplines sectorielles ou de réviser de fond en comble des chapitres qui étaient peut-être devenus périmés, mais avant tout d'en accroître la transparence à l'intention de ceux qui devaient se reporter au texte quotidiennement, tels les Participants et le secteur privé, mais aussi les non-Participants. Il a déclaré que par l'expression "non-Participants", il entendait chaque Membre non participant de l'OMC et toute personne qui pourraient avoir besoin de se reporter à l'*Arrangement*. Le but de la révision de 2004 était donc de renforcer la transparence et la cohérence juridique du texte.

54. Le représentant du secrétariat de l'OCDE a noté que le texte de l'*Arrangement* avait été examiné à l'OMC, en particulier, à l'occasion des différends en matière d'aéronefs entre le Brésil et le Canada. Il a déclaré que des préoccupations avaient été exprimées au sujet de certaines dispositions de l'*Arrangement*, en faisant valoir que ces dispositions n'étaient pas claires ou n'assuraient pas une non-discrimination, en particulier vis-à-vis des non-Participants. En d'autres termes, certaines critiques avaient été formulées quant au fait que l'*Arrangement* créait deux niveaux différents d'accès aux informations, selon que la partie était Participant ou non-Participant à l'*Arrangement*. En particulier, les non-Participants n'auraient pas accès au même niveau d'information que les Participants. Afin de répondre à cette préoccupation, les Participants avaient revu le texte de fond en comble et s'étaient efforcés d'insérer de nouvelles dispositions de manière à réviser les dispositions qui manquaient peut-être de clarté et ils avaient éliminé les dispositions auxquelles il n'était pas fait recours et qui pouvaient donc être considérées comme ambiguës. Par ailleurs, les Participants avaient ajouté des dispositions spécifiques en vue d'améliorer l'accès aux informations.

55. La révision de 2004 de l'*Arrangement* comportait un nouvel article 4. Le fait d'avoir inclus cette disposition parmi les premiers articles de l'*Arrangement* montrait l'importance que les Participants accordaient à la transparence et à l'accès aux informations. Les Participants étaient convenus de permettre à ceux des Membres de l'OMC que cela pourrait intéresser d'avoir accès à la base de données contenant les notifications relatives aux opérations concernant un crédit à l'exportation. Les Membres de l'OMC pourraient souhaiter avoir accès à la base de données lorsqu'ils se trouveraient en situation de concurrence avec certains participants à l'*Arrangement* pour une opération donnée. La seule condition imposée par les Participants afin de permettre l'accès à la base de données était d'en respecter le caractère confidentiel. Les données figurant dans cette base étaient commercialement sensibles parce qu'elles portaient sur le financement des exportations concernant telle ou telle opération qui n'avait pas encore été menée à terme. Ces données ne pourraient être vues et consultées que par les pouvoirs publics. Une fois la confidentialité commerciale assurée, il serait procédé à un échange de lettres entre l'OCDE et toute personne souhaitant avoir accès à la base de données. Un mot de passe serait attribué. Un représentant d'un gouvernement Membre de l'OMC exercerait le rôle de "correspondant". Ce représentant aurait accès à la base de données et pourrait la consulter. Le secrétariat de l'OCDE comptait qu'il serait techniquement possible d'accéder à la base d'ici à la mi-mai 2004. D'un point de vue juridique, toutes les dispositions avaient été prises pour permettre aux Membres de l'OMC d'avoir accès à la base de données.

¹² *Ibid.*

56. En ce qui concernait les informations qui seraient disponibles dans la base de données, le représentant de l'OCDE a indiqué qu'il y avait deux types de notifications. Des notifications *a posteriori* étaient faites lorsqu'une opération concernant un crédit à l'exportation avait déjà été finalisée par un Participant à l'Arrangement. Les opérations concernant un crédit à l'exportation effectuées conformément aux conditions énoncées dans l'Arrangement devaient faire l'objet de notifications *a posteriori*. À des fins statistiques, les Participants étaient tenus de notifier ces transactions au Secrétariat. En conséquence, une notification préalable n'était pas nécessaire dans le cas des opérations qui étaient conformes à l'Arrangement.

57. En revanche, les opérations qui relevaient d'une disposition particulière de l'Arrangement et qui mettaient en jeu une technique financière particulière – par exemple un calendrier de remboursements irréguliers, ou un crédit dont la durée était légèrement supérieure à certaines limites, c'est-à-dire un crédit d'une durée de huit ans au lieu de cinq ou une opération de crédit à l'exportation à laquelle s'appliquait une prime de risque de crédit inférieure au montant minimum mais qui demeurait à l'intérieur d'une marge déterminée – devaient faire l'objet d'une notification préalable (notifications *ex ante*). Dans une situation de ce type, la notification devait être faite avant que le contrat ne soit conclu parce que les Participants pouvaient avoir besoin de vérifier et d'examiner l'opération de crédit à l'exportation. En ce qui concernait ces opérations, les Participants pourraient vouloir poser des questions ou demander la tenue de consultations avant que le contrat ne soit conclu. Un Participant pourrait également décider de s'aligner sur les conditions et modalités de crédit à l'exportation offertes par un autre Participant. Le représentant de l'OCDE a indiqué que les informations concernant les notifications *ex ante* seraient mises à la disposition des Membres de l'OMC dans la base de données, tandis que les informations concernant les notifications *a posteriori* ne figureraient pas dans cette base parce qu'elles n'étaient pas utilisées à des fins d'alignement.

58. La Présidente a invité les représentants qui le souhaitent à poser des questions ou à faire des observations.

59. Le représentant du Chili a remercié le secrétariat de l'OCDE de son exposé de l'établissement de la note informelle. Sa délégation souhaitait poser quelques questions préliminaires. En ce qui concernait l'article 4 b) de l'Arrangement, relatif aux renseignements à la disposition des non-Participants, le représentant du Chili a demandé ce que l'expression "sur une base de réciprocité" signifiait pour les non-Participants. Elle a également remercié le représentant du secrétariat de l'OCDE d'avoir donné un complément d'information au sujet de la question de l'alignement.

60. Le représentant du Brésil a demandé au représentant du secrétariat de l'OCDE d'expliquer en quoi consistaient les notifications *a posteriori* et quelle était la raison pour laquelle les informations concernant ces notifications ne seraient pas disponibles dans la base de données.

61. La Présidente a invité le représentant du secrétariat de l'OCDE à répondre aux questions posées.

62. En ce qui concernait la question sur l'article 4 b), le représentant du secrétariat de l'OCDE a déclaré que la notion de réciprocité devait être évaluée au cas par cas. Il a expliqué que l'article 4 a) et 4 b) recouvrait deux étapes différentes. En substance, en vertu de l'article 4 a), les Participants s'engageaient à partager avec les non-Participants des renseignements sur les notifications relatives au soutien public. Afin de traduire cet engagement dans la pratique, il était prévu en vertu de l'article 4 a) que la base de données pourrait être consultée par les Membres de l'OMC. Pour ce qui était de l'article 4 b), il a indiqué que les Participants seraient disposés à offrir des informations en sus de celles qui pourraient être consultées dans la base de données au sujet des modalités et conditions financières offertes pour une opération spécifique, à condition que le Membre de l'OMC qui sollicitait ces informations supplémentaires soit disposé à en faire de même. Cette obligation ne devrait pas être une source de préoccupation entre les Participants et les non-Participants. Premièrement, l'article 4 b)

disposait que "[t]out Participan[t] répond (...) à une demande d'un non-Participant (...) comme s'il répondait à une demande d'un Participant". En d'autres termes, ce à quoi s'engageait un Participant en vertu de l'article 4 b) était de réserver à une demande adressée par un concurrent ne relevant pas de l'*Arrangement* le même traitement qu'à une demande adressée par un concurrent relevant de l'*Arrangement*. Deuxièmement, la notion de "réciprocité" s'appliquait également aux Participants. En conséquence, cette obligation ne devait pas être interprétée comme une condition préalable s'appliquant exclusivement aux non-Participants.

63. En ce qui concernait la question posée par le Chili au sujet de l'"alignement", il a relevé qu'il s'agissait là d'une des questions qui avaient donné lieu à des différends en matière d'aéronefs entre le Brésil et le Canada. Il a indiqué que l'"alignement" s'entendait du droit ou de la possibilité qu'avaient un Participant ou un non-Participant d'offrir les mêmes conditions et modalités financières que celles qui étaient offertes par un concurrent. Bien entendu, afin de pouvoir s'aligner, il était nécessaire de savoir quelles étaient les conditions offertes par le concurrent; d'où l'existence de nouvelles dispositions en matière d'accès à la base de données sur les crédits à l'exportation et la possibilité de poser davantage de questions, ainsi que le prévoyait l'article 4 a). Dans la pratique l'"alignement" signifiait que si un Participant savait qu'un exportateur dans le pays A était en concurrence avec un exportateur du pays B et qu'un plan de financement des exportations était sur le point d'être offert - mais sans qu'il y ait encore d'engagement - à la société du pays B et si cet exportateur était également au courant des conditions et modalités financières qui étaient offertes dans ce plan, les organismes de soutien public dans le pays A pourraient envisager d'offrir les mêmes conditions et modalités. Si le pays A, au lieu d'offrir exactement les mêmes conditions et modalités, offrait des conditions moins généreuses, on ne pouvait alors parler d'"alignement". Il a précisé que l'idée de "suralignement" existait par ailleurs. Une situation de ce type se produirait si un pays A offrait des modalités et conditions financières plus avantageuses que celles qui étaient offertes par le pays B. Il s'agissait cependant d'une situation qui ne se produisait pas dans la pratique. Ou alors, si elle se produisait, ce serait en dehors des dispositions de l'*Arrangement*.

64. En ce qui concernait la question posée par le Brésil quant aux indications qui figuraient dans la base de données sur les notifications *a posteriori*, le représentant du secrétariat de l'OCDE a déclaré qu'on y faisait figurer toute opération qui avait fait l'objet d'un engagement *a posteriori* par un Participant à l'*Arrangement*. Quant à la deuxième partie de la question, il a répondu que les Participants considéraient qu'il ne serait pas utile de faire figurer toutes les notifications *a posteriori* dans la base de données, puisqu'ils savaient que ces notifications ne pouvaient pas être utilisées ou servir de base à des fins de concurrence. Ces notifications n'avaient qu'un intérêt purement statistique. Sur le plan numérique, les notifications *ex ante* étaient de loin moins nombreuses que les notifications *a posteriori*. Toutefois, sous l'angle de la concurrence et de la transparence, les notifications *ex ante* étaient plus importantes parce qu'elles permettraient aux parties de prendre en temps utile une décision en matière d'alignement.

65. Le représentant de l'Inde a remercié le représentant du secrétariat de l'OCDE de son exposé. Dans le cas des opérations qui donnaient lieu à une notification préalable, il a demandé si, une fois l'opération menée à terme, la notification serait enregistrée dans la base de données?

66. La représentante du Pérou a remercié le représentant du secrétariat de l'OCDE de son explication. Elle souhaitait poser plusieurs questions: tout d'abord, si les crédits à l'exportation visés par l'*Arrangement* s'appliquaient aux produits agricoles; en deuxième lieu, si l'*Arrangement* prenait pour base les conditions commerciales aux fins de déterminer les taux d'intérêt ou les conditions de remboursement; et troisièmement, à propos de la division des pays sur la base de la classification établie par la Banque mondiale figurant dans l'article 10 de l'*Arrangement*, si cette division s'appliquait également à la détermination des taux d'intérêt et des conditions de remboursement et quelles étaient les raisons pour lesquelles un traitement différent était prévu pour différents pays.

67. Le représentant du Venezuela a remercié le secrétariat de l'OCDE de son exposé. Il a demandé si le champ d'application des nouvelles dispositions se limitait aux navires, aux centrales nucléaires et aux aéronefs civils, ou s'il portait également sur d'autres secteurs.

68. La Présidente a invité le représentant du secrétariat de l'OCDE à répondre aux questions posées.

69. Le représentant du secrétariat de l'OCDE a tout d'abord abordé la question posée par l'Inde. Les Participants jugeaient important de connaître quelles étaient les conditions et modalités offertes par un concurrent avant que l'engagement ne devienne définitif. Les Participants n'allaient pas examiner le texte des notifications *a posteriori* pour vérifier les conditions qui avaient été offertes en fin de compte, en particulier dans la mesure où l'*Arrangement* ne contraignait pas juridiquement à soumettre des notifications *a posteriori*, pour autant que les conditions et modalités soient conformes à l'*Arrangement*. L'OCDE ne vérifiait ou contre-vérifiait pas nécessairement si les notifications individuelles présentées par les Participants *a posteriori* correspondaient exactement aux engagements dont il avait été fait état *ex ante*. Il pourrait également se faire que certaines opérations ayant fait l'objet d'une notification *ex ante* n'aboutissent pas, soit parce que l'affaire n'avait pas été conclue, soit parce qu'elle avait été différée, ou bien encore parce que les conditions offertes avaient dû être modifiées, etc. Il arrivait parfois qu'une notification *ex ante* figurant dans la base de données n'ait pas abouti à une opération.

70. À propos des questions posées par le Pérou, le représentant du secrétariat de l'OCDE s'est référé à l'article 5 c) de l'*Arrangement*. Il a déclaré que l'*Arrangement* – et par conséquent tout mécanisme de transparence qui y était prévu – ne s'appliquait pas aux produits agricoles.

71. En ce qui concerne la question posée sur le taux d'intérêt et le calendrier de remboursement, il a déclaré que la principale raison d'être de l'*Arrangement* était de faire en sorte que les conditions et modalités offertes reflètent d'aussi près que possible la durée normale d'utilité du produit et les conditions du marché. L'expression "conditions et modalités" s'entendait notamment des conditions de crédit, du délai maximum de remboursement, des taux d'intérêt minimums, de l'obligation de versement comptant et des obligations en matière de calendrier de remboursement. Dans plusieurs cas, l'*Arrangement* mentionnait le marché de référence ou de comparaison comme constituant le point de comparaison. À propos de l'article 10 a), il a déclaré qu'il y avait deux catégories de pays – ceux de la catégorie I et ceux de la catégorie II. Les pays de la catégorie I, d'après la liste des pays auxquels la Banque mondiale ne consent pas de prêts, étaient ceux pour lesquels la capacité de remboursement de l'acheteur était considérée comme bonne. Il s'agissait de pays dans lesquels le marché était extrêmement actif et solide. Pour ces pays, les conditions de crédit qui pourraient être offertes à d'autres pays étaient plus favorables que celles dont pourraient se prévaloir les pays de la catégorie II. En ce qui concernait les taux d'intérêt, il a déclaré à propos de l'article 18 de l'*Arrangement* qu'il s'agissait surtout de faire en sorte que le taux d'intérêt minimum soit lié à la durée du crédit. Le calcul était relativement simple: un bon du Trésor, assorti d'une échéance déterminée, majoré d'une marge de 100 points de base. Il s'agissait là du point de repère. Si le crédit devait être octroyé pour une durée de trois ans, il était réputé être assorti d'un taux minimum inférieur à celui qui serait applicable dans le cas d'un crédit d'une durée de cinq ou dix ans, parce qu'un crédit d'une durée de trois ans était moins coûteux qu'un crédit de cinq ou dix ans. Le taux d'intérêt minimum devrait également être assorti d'un seuil dans la même mesure. Pour calculer le taux d'intérêt minimum dans une monnaie donnée en appliquant la formule prévue dans l'*Arrangement*, il faudrait déterminer un taux d'intérêt minimum pour un crédit d'une durée de trois à cinq ans, un autre taux pour un crédit d'une durée de cinq à sept ans et encore un autre taux pour un crédit d'une durée de sept à huit ans, afin de s'assurer que les taux d'intérêt appliqués correspondaient – dans toute la mesure du possible – à la durée du crédit.

72. En ce qui concernait la question posée par le Venezuela à propos du champ d'application de l'*Arrangement*, le représentant du secrétariat de l'OCDE a répondu que les dispositions s'appliquant à la base de données et l'engagement pris de divulguer les informations et de donner accès à la base de données s'appliquaient à toute notification qui était communiquée par les Participants en application de toute disposition de l'*Arrangement*, qu'il s'agisse du texte même de l'*Arrangement*, ou de tous accords sectoriels tels que ceux qui portaient sur les aéronefs ou sur les opérations de financement de projets. On faisait état dans ces annexes spécifiques des obligations en matière de notification préalable. En d'autres termes, l'obligation ou l'engagement pris de partager les informations en vertu de l'article 4 b) s'étendait à toutes sortes d'activités, au niveau sectoriel, visées par l'*Arrangement*.

73. Enfin, le représentant du secrétariat de l'OCDE a déclaré que les Participants à l'*Arrangement* avaient l'intention d'organiser à Paris un atelier ou une réunion d'information d'une demi-journée ou d'une journée en vue d'aborder toutes questions ayant trait à la révision de 2004 et à la manière d'appliquer les dispositions de l'*Arrangement*. Le secrétariat de l'OCDE s'adresserait de nouveau au Comité lorsque des renseignements factuels seraient disponibles.

74. Le Comité a pris note des déclarations faites.

3. Programme de développement de l'industrie automobile de l'Afrique du Sud – Déclaration de l'Australie

75. La représentante de l'Australie a indiqué que sa délégation souhaitait porter à l'attention du Comité les préoccupations qu'elle continuait d'avoir un sujet du Programme de développement de l'industrie automobile de l'Afrique du Sud. L'Australie avait fait part directement à l'Afrique du Sud de ses préoccupations à diverses reprises. Elle souhaitait saisir cette occasion pour poser de nouvelles questions et formuler d'autres observations à propos de la réponse donnée par l'Afrique du Sud à la demande d'information sur le Programme de développement de l'industrie automobile de l'Afrique du Sud présentée par l'Australie au titre de l'article 25.8 de l'*Accord SMC*.

76. Elle a relevé que, dès octobre 1996, l'Afrique du Sud avait été priée de notifier son "système révisé d'exonération des droits de douane pour l'industrie automobile". Bien que l'Afrique du Sud ait alors indiqué qu'elle fournirait ces informations dans sa prochaine notification concernant les subventions, la notification qu'elle avait présentée ultérieurement en juin 1997 ne contenait aucune notification de ce programme. L'Afrique du Sud avait été priée une fois de plus, en octobre 1997, de fournir des informations sur les raisons pour lesquelles ce programme n'était pas mentionné dans sa notification. En mars 1998, la réponse de l'Afrique du Sud – publiée sous la cote G/SCM/Q2/ZAF/6 – exposait dans ses grandes lignes l'objectif du système et en donnait une brève description. Il y était indiqué que, en raison des problèmes rencontrés pour déterminer la valeur totale des composants utilisés, les abaissements étaient fondés sur la valeur des véhicules destinés au marché local et sur la valeur des composants et des véhicules exportés. Cependant, l'Afrique du Sud avait également fait observer que, les abaissements accordés ne dépassant pas le taux de droit plein, l'abaissement n'était pas considéré comme une subvention.

77. Le 12 août 2003, l'Afrique du Sud avait présenté sa nouvelle notification complète, publiée sous la cote G/SCM/N/95/ZAF. Elle y indiquait qu'elle n'accordait ni ne maintenait sur son territoire aucune subvention au sens de l'article 1.1 de l'*Accord SMC*. Le 15 octobre 2003, l'Australie avait demandé à l'Afrique du Sud de fournir des informations supplémentaires au sujet de sa notification concernant les subventions au titre de l'article 25.8 de l'*Accord SMC*. Cette demande figure dans le document G/SCM/Q2/ZAF/7. En particulier, l'Australie demandait des renseignements sur la nature et la portée du Programme de développement de l'industrie automobile et appelait tout particulièrement l'attention sur l'élément du programme qui concernait les certificats de crédits pour remises à l'importation.

78. L'Australie a noté qu'en vertu de l'article 25.8 de l'*Accord SMC*, les Membres auxquels était adressée une demande de renseignements devaient fournir ces renseignements aussi rapidement que possible et devaient fournir suffisamment de détails pour permettre d'évaluer dans quelle mesure ils avaient agi en conformité avec la mesure spécifique. Elle a déclaré que l'Australie se félicitait de ce que l'Afrique du Sud, lors de la réunion extraordinaire tenue le 29 avril 2004¹³, ait indiqué qu'elle présenterait une nouvelle notification complète contenant notamment – espérait l'Australie – des renseignements sur son programme d'aide à l'industrie automobile.

79. L'Australie avait pu tenir de nouvelles discussions bilatérales avec l'Afrique du Sud à deux occasions en 2004. L'Australie considérait que le Programme de développement de l'industrie automobile constituait une subvention qui devait être notifiée et souhaitait faire un certain nombre d'observations pour étayer cette vue. En vertu des dispositions du Programme de développement de l'industrie automobile, un certificat de crédits pour remises à l'importation permettait aux importateurs de bénéficier d'une remise de droits de douane sur les pièces importées et les véhicules motorisés. La valeur de la remise était calculée sur la base de la teneur en éléments d'origine locale ou des résultats des exportations admises à bénéficier du programme (et non pas sur la valeur en douane des produits importés). Il apparaissait que ces certificats n'étaient délivrés que dans le cas des exportations admises à bénéficier du programme. En outre, la valeur du certificat pour remise à l'importation était équivalente à celle de la teneur en éléments d'origine locale. Par exemple, un certificat ne serait pas délivré dans le cas d'une exportation admise à bénéficier du Programme qui contiendrait exclusivement des pièces importées. De ce fait, le fabricant de véhicules ou de pièces devrait utiliser des produits nationaux et non pas des produits importés pour pouvoir obtenir un certificat de remise à l'importation. Elle a déclaré que le Programme de développement de l'industrie automobile était bien une subvention "spécifique". Elle s'appliquait uniquement à l'industrie automobile et ne s'étendait pas à d'autres secteurs industriels de l'Afrique du Sud. En outre, si les certificats pour remise à l'importation pouvaient être échangés, ils n'étaient remboursables que dans le cas de l'importation de certains produits automobiles et ne pouvaient être utilisés pour les importations en général. L'Australie croyait comprendre que le Programme de développement de l'industrie automobile se limitait peut-être au demeurant, directement ou en réalité, aux seuls fabricants de véhicules motorisés et de pièces automobiles qui effectuent par ailleurs des exportations.

80. Les préoccupations de l'Australie portaient tout à la fois sur les conditions relatives à l'exportation et à la teneur locale dont étaient assortis certains éléments du programme et sur les incidences commerciales notables qu'avait le programme sur les producteurs australiens de pièces automobiles sur le marché australien, et sur les effets préjudiciables et de distorsion qu'avaient ces programmes sur les marchés mondiaux. Le Programme de développement de l'industrie automobile visait à accroître la production locale et à promouvoir les exportations. Les examens de ce dispositif effectués par le gouvernement sud-africain avaient mis en relief l'augmentation notable du nombre de véhicules automobiles pour le transport des personnes qui étaient fabriqués en Afrique du Sud, sous l'impulsion de la croissance des exportations, ainsi que la croissance des exportations des pièces automobiles. Cette situation avait été attribuée ou liée au Programme de développement de l'industrie automobile et aux recettes provenant des certificats de crédits pour remises à l'importation. L'Australie demeurait disposée à tenir d'autres réunions bilatérales avec l'Afrique du Sud pour solliciter des informations et des éclaircissements complémentaires sur le fonctionnement du Programme et pour rechercher une solution mutuellement satisfaisante qui permette de répondre aux préoccupations de l'Australie.

81. Le Comité a pris note de la déclaration.

¹³ Voir G/SCM/N/49.

L. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE

82. La Présidente a rappelé que le Comité avait décidé, à sa réunion du 21 février 1995, que ses réunions ordinaires se tiendraient normalement durant la dernière semaine d'avril et la dernière semaine d'octobre. Puisque le Comité des pratiques antidumping et le Comité des sauvegardes se réuniraient durant la semaine du 25 octobre 2004, elle proposait que la prochaine réunion ordinaire du Comité ait lieu dans la semaine du 1^{er} novembre 2004.

83. Le Comité a pris note de la déclaration de la Présidente et a décidé de procéder de la sorte.

M. ÉLECTION DU BUREAU

84. La Présidente a rappelé que le Président du Conseil du commerce des marchandises avait mené des consultations informelles sur la nomination de présidents à divers organes travaillant sous les auspices du Conseil. Celui-ci avait pris note des nominations proposées lors de sa réunion du 27 avril 2004. Pour ce qui était du présent Comité, le Président du Conseil du commerce des marchandises avait proposé la nomination de M. Naoshi Hirose, du Japon. Le Président a demandé au Conseil s'il était d'accord pour élire M. Hirose à la présidence.

85. Le Président a élu, par acclamation, M. Naoshi Hirose Président.

86. La Présidente a invité M. Hirose à la tribune. Elle lui a adressé ses meilleurs vœux en sa qualité de nouveau Président du Comité. Elle a remercié les Membres du travail qu'ils avaient mené sous sa propre présidence. Elle a aussi remercié le Secrétariat de ses efforts et de son appui.

87. M. Hirose a exprimé sa reconnaissance d'avoir été élu Président du Comité. Il a rappelé qu'il avait eu le plaisir de présider une petite partie des travaux du Comité en 2003. Il appréciait le bon esprit et la coopération de tous les Membres. Il était reconnaissant du concours prêté au Comité par le Secrétariat. Il a déclaré qu'il avait eu grand plaisir à travailler avec Mme Lozano et lui a adressé ses meilleurs vœux.

88. Rappelant que le règlement intérieur permettait l'élection d'un vice-président, le Président a proposé que l'examen de cette question de l'ordre du jour soit reporté à la réunion d'automne 2004 du Comité.

89. Le Comité a pris note des déclarations et a décidé de procéder comme il avait été proposé. La réunion a été déclarée close.

**Annexe relative au point K.2 de l'ordre du jour
Note informelle présentée par le secrétariat de l'OCDE
à la réunion du Comité SMC**

**Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public:
Accès à la base de données de l'OCDE sur les crédits à l'exportation**

1. La présente note informelle a été établie à l'usage des Membres de l'OMC. Les Participants à l'*Arrangement* sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public sont récemment convenus d'une version révisée de l'*Arrangement*; ce texte peut être consulté sur le site Web de l'OCDE à l'adresse suivante: <http://www.oecd.org/dataoecd/2/48/22452201.pdf>.
2. La révision de l'*Arrangement* visait un double objectif: 1) accroître la transparence et la facilité d'utilisation du texte de manière à en promouvoir une meilleure compréhension et à en faciliter la mise en œuvre; et 2) améliorer la cohérence globale des disciplines, en particulier en rappelant le principe d'une application cohérente de celles-ci de manière à rendre plus effective l'application de règles uniformes à tous.
3. Les Membres de l'OMC pourraient juger utile à cet égard de prendre note de l'article 4 qui représente une nouvelle disposition visant à favoriser la transparence: les gouvernements non participants qui offrent des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public peuvent avoir accès à des informations concernant des opérations spécifiques pour lesquelles ils peuvent se trouver en concurrence avec un Participant à l'*Arrangement*.
4. Les informations disponibles en vertu de l'article 4 de l'*Arrangement* sont conservées dans une base de données sur les crédits à l'exportation à laquelle ont accès les Membres de l'OMC. Cette base de données a pour objet de permettre le partage d'informations entre ceux des Membres de l'OMC que peuvent intéresser les opérations de crédits à l'exportation; les données considérées ne devraient pas être partagées avec le grand public dans la mesure où les données figurant dans la base ont un caractère commercial confidentiel.
5. Dans ce contexte, la base de données sera gérée comme suit:
 - 1) Tout Membre de l'OMC intéressé souhaitant avoir accès à la base de données est invité à indiquer au secrétariat de l'OCDE le nom du fonctionnaire de l'OMC qui deviendra le "correspondant".
 - 2) Le Membre intéressé de l'OMC, représenté par le "correspondant", sera alors invité à signer une Lettre de confidentialité qui rappelle les principes fondamentaux à respecter pour l'accès et l'utilisation de la base de données.
 - 3) Après avoir reçu la Lettre de confidentialité signée, le secrétariat de l'OCDE délivrera un mot de passe qui permettra au correspondant d'avoir accès à la base de données; on compte que le correspondant sera le seul fonctionnaire à avoir accès à la base de données protégée par le mot de passe.
6. Le correspondant officiel trouvera sur la base de données un guide destiné aux utilisateurs expliquant de façon détaillée le mode d'emploi de la base.

7. Afin de faciliter sur le plan pratique l'accès à la base de données, les secrétariats de l'OCDE et de l'OMC travaillent actuellement à l'établissement d'un lien entre le site de l'OMC et le site de l'OCDE où la base de données pourra être consultée.

8. Le secrétariat de l'OCDE est prêt à prêter son concours à tout Membre de l'OMC qui souhaiterait poser des questions au sujet de l'accès à la base de données; veuillez adresser ces questions à l'adresse suivante: [mail to: Xcred.Secretariat@oecd.org](mailto:Xcred.Secretariat@oecd.org).

OCDE, Paris, le 27 avril 2004.
